

# Gouvernementalité

Par Guillermo Kozlowski  
CFS asbl



Pour citer ce document : KOZLOWSKI Guillermo, « Gouvernamentalité », CFS asbl, 2017  
URL : <http://ep.cfsasbl.be/IMG/pdf/gouvernementalite.pdf>

Avec le soutien de :



# Gouvernementalité

Par Guillermo Kozlowski  
CFS asbl

Lors de nombreuses formations s'est posé une question autour du rapport à l'État. Le concept de *gouvernementalité* nous paraît utile pour continuer le travail.

En effet, les États occidentaux s'occupent de leur population, et le travail social fait partie directement, ou indirectement, à travers notamment toutes sortes de subsides, de cette manière de s'occuper d'une population. Gouverner en Occident c'est s'occuper des âmes et corps : du logement, de l'éducation des enfants, de la formation des travailleurs, des transports, de l'urbanisme, de la santé... C'est-à-dire de tous les éléments qui structurent une population. Or, « s'occuper » de quelque chose implique aussi fabriquer des effets de pouvoir sur ce dont on s'occupe. On peut voir dans ces effets de pouvoir un résultat indésirable. Ou, plus sérieusement, constater que ce sont ces effets de pouvoir qui rendent les dispositifs liés au travail social « utiles ». Dans les deux cas il est important de comprendre de quoi il s'agit ; il y a une histoire de ce mode de pouvoir, aussi bien pour ceux qui y travaillent, que pour les bénéficiaires des services sociaux.

Le concept de *gouvernementalité*, forgé par le philosophe Michel Foucault dans les années 1970, peut nous aider à comprendre mieux cette problématique. Il peut, par ailleurs, être intéressant de présenter un peu ce concept, largement repris aujourd'hui dans les débats sociétaux.

Voici comment Foucault parle de cette notion :

« La société comme étant une naturalité spécifique à l'existence en commun des hommes, c'est cela que les économistes sont, au fond, en train de faire émerger comme domaine possible d'analyse, comme domaine de savoir et d'intervention. La société comme champ spécifique de naturalité propre à l'homme, c'est cela qui va faire apparaître comme vis-à-vis de l'État ce qu'on appellera société civile. Qu'est-ce que la société civile sinon précisément ce quelque chose qu'on ne peut pas penser comme étant simplement le produit et le résultat de l'État ? Mais ce n'est pas non plus quelque chose qui est

comme l'existence naturelle de l'homme. La société civile, c'est ce que la pensée gouvernementale, les nouvelles formes de gouvernementalité nées au XVIII<sup>e</sup> siècle, font apparaître comme corrélatif nécessaire de l'État. De quoi l'État doit-il s'occuper ? Qu'est-ce qu'il doit prendre en charge ? Qu'est-ce qu'il doit connaître ? Qu'est-ce qu'il doit, sinon réglementer, du moins réguler, ou de quoi est-ce qu'il doit respecter les régulations naturelles ? Non pas d'une nature en quelque sorte primitive, non pas non plus d'une série de sujets indéfiniment soumis à une volonté souveraine et ployable à ses exigences. L'État a en charge une société, une société civile, et c'est la gestion de cette société civile que l'État doit assurer »<sup>1</sup>.

En vue de l'analyser on peut diviser ce long paragraphe en deux parties que l'on peut résumer ainsi. Vers le XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît une nouvelle manière de gouverner. Il ne s'agit pas d'ajouter simplement un outil de pouvoir. Il y a un nouveau domaine d'exercice du pouvoir, une nouvelle manière de concevoir la nature de la société à partir d'une vision économique, donc une manière de gouverner différente.

Deuxièmement cette nouvelle manière de gouverner est liée à une sorte de naturalisation de la société, qu'il faudra tenter de comprendre.

Revenons plus précisément sur ces deux éléments, en commençant par l'histoire.

## Économie

Comme le remarque l'historien Fernand Braudel, autour des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles « L'heure est venue aux primautés économiques, dont la réalité discrète échappe encore aux yeux des contemporains. Ce que Charles Quint ne réussit pas –saisir l'Europe– Anvers y arrive le plus naturellement du monde. Où Louis XIV échoue, la minuscule Hollande triomphe : elle est le cœur de l'univers. Entre le vieux et le nouveau jeu

1 FOUCAULT, Michel. *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France (1977–1978)*, Seuil-Gallimard, 2004, p 357.

l'Europe choisit le second, ou plus justement, il s'impose à elle »<sup>2</sup>. Si la question de nouvelles formes de gouvernementalité se pose à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle ce n'est pas un caprice. Toute une série de changements : démographiques, techniques, politiques, urbanistiques, militaires... ont comme résultat le fait que la puissance d'un État n'est plus liée directement à l'extension de son territoire ou au nombre de ses sujets.

L'Empire espagnol s'est avéré incapable de profiter des richesses colossales pillées en Amérique. Au contraire, la minuscule Hollande a su attirer massivement l'or d'Amérique dans ses banques et les marchandises les plus rentables du commerce international. Ainsi elle est devenue le centre du monde pendant presque un siècle, entre le XVI<sup>ème</sup> et le XVII<sup>ème</sup>. C'est l'Angleterre qui va lui succéder, et non la Russie ou même la France, pourtant plus vastes et plus peuplées.

La suprématie va se jouer désormais en termes économiques. Or, parmi les facteurs économiques, il y a toutes sortes de questions qui concernent la « population »<sup>3</sup>.

Toute une série de nouvelles problématiques entrent en jeu. La santé de la population, par exemple, car une population en bonne santé produit mieux et plus. Développer la consommation de cette population, ce qui permet de développer un marché intérieur. Former cette population, une population qui sait lire, qui assimile un peu de logique formelle, est aussi plus gouvernable. Plus disciplinée, car plus à même de comprendre et interpréter des ordres complexes et lointains. Des structures sociales moins rigides, plus de mobilité sociale, permettent aussi plus de flexibilité aux variations du marché.

Cette liste est sommaire, ce qu'elle évoque est simplement que pour maintenir et accroître la puissance d'un État il n'est plus possible de se préoccuper seulement de l'allégeance des sujets au souverain et d'interdire certains actes à son encontre. S'impose peu à peu la nécessité de réguler des mécanismes complexes d'une population.

---

2 BRAUDEL Fernand. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Tome 2, « Les jeux de l'échange ». Armand Colin, 1979, p 459.

3 Le concept de population date de cette époque.

La question qui apparaît est celle des leviers sur lesquels on peut avoir une prise pour gouverner une population. Les processus qui structurent une population sont complexes. Un gouvernement ne peut fixer le taux de mortalité d'une population par décret, mais il peut jouer sur toute une série de facteurs qui lui sont liés, par exemple la nourriture ou la médecine. Un gouvernement peut évaluer le coût de chaque intervention et le bénéfice escompté en termes de mortalité. On peut comparer le taux de mortalité avec celui des États concurrents, les coûts, les avantages en termes de compétition, dans les différentes hypothèses, etc.

Il est question d'un nouveau mode de savoir, définir quels sont les éléments relevant dans la connaissance de la société. Comment les comprendre ? Où ? Qui est compétent pour le faire ? C'est aussi la nécessité, d'adapter l'exercice du pouvoir à ces connaissances. Faire en sorte que l'appareil d'État produise par exemple des statistiques, mais aussi que la manière de fonctionner d'un État soit compatible avec ces statistiques. Ce qui nécessite entre autres choses, une administration très centralisée, des procédures normalisées, une langue officielle (ou en tout cas un nombre réduit de langues officielles), un grammaire normalisée...

Dans toutes ces questions il y a, en creux, l'apparition de l'ancêtre de ce que sera le travail social, c'est-à-dire la manière dont l'État s'occupe de la société civile, et la nécessité d'une telle intervention.

## Nature

« Les mécanismes de sécurité ou l'intervention, disons, de l'État ayant pour fonction d'assurer la sécurité de ces phénomènes naturels qui sont les processus économiques ou qui sont les processus intrinsèques à la population, c'est cela qui va être l'objectif fondamental de la gouvernementalité »<sup>4</sup>. Dans ce rapport l'intervention de l'État se fait au nom de quoi ? Elle se fait au nom de la nature de cette société civile.

La formulation peut paraître étrange, voire contradictoire, pourtant on retrouve cette « naturalité » dans toute une série de questions autour du travail social. Les compétences transversales, présentes dans l'ISP ou l'alphabétisation, par exemple. Les compétences

---

4 FOUCAULT, Michel. *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France (1977-1978)*, op cit, p 362.

transversales ne sont ni naturelles ni artificielles. Elles ne se développent pas naturellement chez les êtres humains comme les cheveux ou les ongles. Mais en même temps ceux qui les défendent en parlent comme des capacités qui devraient apparaître naturellement dans le contexte d'une société moderne. Comme le constate Angélique del Rey : « les "objectifs pédagogiques" et les compétences requises ou exigibles (ou comme on voudra les nommer) préexistent abstraitement à l'apprentissage. Là est le point essentiel. Parce qu'on considère en conséquence que l'élève, s'il entre en contradiction avec les objectifs scolaires, est simple puissance négative »<sup>5</sup>. Non seulement les compétences seraient la forme naturelle du savoir dans une société moderne, mais dans une société moderne le savoir devrait nécessairement prendre cette forme. La gouvernabilité est un mode de pouvoir dont la normativité pourtant très forte est camouflée derrière une objectivité technicienne.

On peut trouver cette même démarche de naturalisation dans l'étrange utilisation du concept d'allochtone pour « l'accueil » des migrants. Allochtone, dans son acception biologique, est un terme utilisé en écologie principalement pour désigner des espèces invasives. Par exemple les chats ou les lapins en Australie qui, n'ayant pas de prédateurs, peuvent compromettre les équilibres de l'écosystème. Or, il n'y a pas d'espèces différentes d'humains... Le présupposé est encore celui d'une certaine nature de la société à laquelle certains pourraient ou pas s'adapter. Et dont la non-adaptation aurait comme conséquence un déséquilibre dans la société.

Un dernier exemple assez proche: le *comportement de recherche d'emploi*, prôné par l'assurance chômage. Naturellement un adulte devrait avoir ce comportement (sans insister on peut remarquer que le concept de comportement est plutôt proche de l'éthologie...). Et, une partie du travail social vise à compenser ce manque, à développer ce comportement lorsqu'il est « atrophié ? ». Devenir « employable », comme si se « rapprocher du marché du travail » était la réalisation de la nature de chaque individu. Comme si le marché du travail était notre écosystème.

On peut par ailleurs constater que l'utilisation des « technologies de l'information », qui n'ont que

quelques années d'existence, est elle aussi vue comme « naturelle ». Il est presque anti-naturel, voire contre-nature de n'y pas s'intéresser.

Tous ces éléments rendent une population gouvernable, offrent des leviers pour agir sur elle.

Mais aussi, partout on travaille à partir d'un socle « naturel », pour rétablir des équilibres, empêcher des déséquilibres. Il n'est jamais question de choix, mais de revenir à la bonne forme connue par les experts. La gouvernabilité est ainsi un mode de gouvernement, une manière d'exercer le pouvoir, qui a l'étrange capacité de passer pour apolitique. Alors qu'elle est une finalité en elle-même elle passe pour un outil qui serait adapté à n'importe quel usage démocratique.

Or cette exigence de gouvernabilité existe depuis la géopolitique : le FMI, le G8, la Banque mondiale, demandent sans cesse aux pays d'accroître leur gouvernabilité, pour rassurer les investisseurs, les marchés, les prêteurs... Jusqu'au niveau individuel : chacun doit se gouverner, gérer son capital humain.

Trier une population, la découper, la polariser, la comprendre en termes économiques. Le travail social a alors un rôle : d'une part il fournit à partir de son travail des données propices à ce type de savoir. Mais plus insidieusement il apprend aux gens à se penser eux-mêmes ainsi. C'est là un des points centraux de l'État social actif, il conditionne son action au fait que les bénéficiaires puissent se penser en ces termes. Notamment qu'ils puissent présenter leur vie comme un projet. Qu'ils puissent par exemple présenter des projets de réinsertion, où ils se présentent eux-mêmes en termes de capital humain, où ils parlent du comment ils vont s'adapter, de comment ils peuvent être évalués en termes managériaux...

5 DEL REY, ANGÉLIQUE. *À l'école des compétences* ; La découverte, 2010, p 120.